

**Concours pour l'emploi d'adjoint à l'inspection générale des finances.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 17 avril 1942: page 1151, 3<sup>e</sup> colonne, ajouter:

« Art. 3. — Le présent arrêté n'est pas applicable au concours qui s'est ouvert le 23 mars 1942. »

**Concours pour l'emploi d'auditeur à la cour des comptes.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 17 avril 1942: page 1454, 3<sup>e</sup> colonne, ajouter:

« Art. 3. — Le présent arrêté n'est pas applicable au concours qui s'est ouvert le 23 mars 1942. »

**Agents de change.**

Par arrêté du 14 avril 1942, M. Giraudet de Boudemange, agent de change à Clermont-Ferrand, a été révoqué de cette fonction.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**

Décret n° 1103 portant autorisation d'accepter un legs.

Par décret en date du 14 avril 1942, le secrétaire perpétuel de l'académie des beaux-arts a été autorisé à accepter un legs consenti à ladite académie par M. Rouyer.

Décret n° 1230 du 17 avril 1942 relatif aux conditions d'inscription à l'examen du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (3<sup>e</sup> partie).

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu le décret du 31 juillet 1933, modifié par les décrets des 23 juillet 1937, 4 mai 1938, 20 mai 1941 et 12 août 1941;  
Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse,

Décrétons:

Art. 1<sup>er</sup>. — La disposition de l'article 3 du décret du 31 juillet 1933, modifié par le décret du 4 mai 1938 et ainsi libellée: « ...depuis le mois de novembre de l'année précédente », est abrogée.

Art. 2. — Le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 17 avril 1942.

PH. PÉTAINE.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le secrétaire d'Etat  
à l'éducation nationale et à la jeunesse,  
JÉRÔME CARCOPINO.

**Instituts de formation professionnelle.**

Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale,

Vu le décret du 15 août 1941 portant création d'instituts de formation professionnelle pour les maîtres de l'enseignement primaire et notamment l'article 4;  
Sur la proposition du directeur de l'enseignement primaire,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Le nombre des suppléants ou intérimaires à admettre dans les instituts de formation professionnelle est fixé chaque année par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale.

Art. 2. — La liste d'admission est arrêtée par le ministre secrétaire d'Etat sur le vu de propositions établies, dans chaque département, en conseil des inspecteurs.

Art. 3. — Des bourses dont le montant ne saurait être supérieur à l'indemnité allouée aux élèves instituteurs et élèves institutrices peuvent être accordées à ces suppléants ou intérimaires sur proposition des inspecteurs d'académie.

Art. 4. — Ces bourses ne seront accordées qu'aux suppléants ou intérimaires qui auront souscrit l'engagement prévu au décret du 31 décembre 1941 (art. 2, 4<sup>e</sup>).

Art. 5. — Le secrétaire général de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura effet à partir du 1<sup>er</sup> octobre de l'année 1942.

Fait à Vichy, le 21 avril 1942.

ABEL BONNARD.

**MINISTÈRE DE L'INFORMATION**

Conditions de rémunération des frais de rédaction et d'illustration de la revue « Radio-National ».

L'amiral de la flotte, ministre vice-président du conseil (administration de la radiodiffusion nationale) et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919, modifiée par les lois du 1<sup>er</sup> décembre 1940;  
Vu l'arrêté du 7 juin 1941,

Arrêtent:

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 3 de l'arrêté du 7 juin 1941 est ainsi modifié:

« Art. 3. — La rémunération de l'illustration de la revue *Radio-National* est fixée comme suit:

- « 1<sup>o</sup> Photographies, illustration des pages de couverture: de 100 à 500 fr.;
- « 2<sup>o</sup> Photographies dans le texte: de 50 à 100 fr.;
- « 3<sup>o</sup> Sans changement;
- « 4<sup>o</sup> Bandeaux calligraphiés, en-têtes, culs-de-lampes: de 30 à 75 fr. »

Art. 2. — L'article 4 de l'arrêté du 7 juin 1941 est ainsi modifié:

« Art. 4. — Le budget moyen, par numéro, de la revue *Radio-National* est fixé comme suit:

- « A. — Illustration:
- « 1<sup>o</sup> Photographies: de 1.500 à 2.500 fr.;
- « 2<sup>o</sup> Dessins: de 1.400 à 2.400 fr.

« B. — Rédaction:

« Sans changement ».

Art. 3. — Demeurent inchangées toutes autres dispositions de l'arrêté du 7 juin 1941 en ce qu'elles ne sont point contraires au présent acte.

Art. 4. — Le directeur général de la radiodiffusion nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 15 avril 1942.

Pour l'amiral de la flotte, ministre vice-président du conseil, et par délégation:

Le secrétaire général de l'information  
et de la propagande,  
PAUL MARION.

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
YVES BOUTHILLIER.

**Indemnités et frais de mission des radioreporters de l'Etat nationale.**

L'amiral de la flotte, ministre du conseil (radiodiffusion nationale) et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Vu les décrets des 29 juillet 1939 et 1<sup>er</sup> octobre 1941 portant sur la radiodiffusion nationale;

Vu les décrets des 1<sup>er</sup> et 13 mars 1942 fixant les cadres et les personnes assimilées;

Vu l'arrêté du 25 juillet 1941 fixant des indemnités pour frais de missionnaires et agents de l'Etat;

Vu l'arrêté du 3 novembre 1941 fixant des indemnités et frais de mission des personnels de la radiodiffusion nationale.

Arrêtent:

Art. 1<sup>er</sup>. — Les radioreporters, chauffeurs des équipes de radiodiffusion nationale envoyés en mission de radioreportages seront, en ce qui concerne l'attribution des indemnités pour mission, assimilés aux fonctionnaires de l'Etat appartenant au groupe II.

Art. 2. — Toutefois, les collaborateurs non chefs de famille appartenant au service des radioreportages percevront une indemnité temporaire et tant que les taux de mission pour frais de mission en vigueur, une indemnité pour frais de mission s'élevant à 100 fr. pour les reporters et les techniciens et 90 fr. pour les chauffeurs.

Art. 3. — Les tarifs fixés aux précédents s'appliquent uniquement pour les radioreportages effectués pour les autres missions. Ils recevront des indemnités afférentes aux groupes de leur catégorie ou le montant de ces indemnités les classeront normalement.

Art. 4. — Le montant des indemnités pour frais de mission sera fixé par le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, en ce qui concerne, de l'Etat, les missions effectuées au cours de la mission.

Art. 5. — Le secrétaire général de l'information et de la propagande et le secrétaire général aux finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 15 avril 1942.

Pour l'amiral de la flotte, ministre du conseil, et par délégation:

Le secrétaire général de l'information  
et de la propagande,  
PAUL MARION.

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
YVES BOUTHILLIER.

**Concours de rédacteur à la radiodiffusion nationale.**

Par arrêté en date du 17 avril 1942 de clôture des inscriptions à la 2<sup>e</sup> édition du concours de rédacteur de la radiodiffusion nationale est reporté au 30 avril 1942.

**SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA GUERRE**

Décret n° 893 conférant la médaille de la guerre à titre posthume.

Par décret en date du 2 avril 1942 sur la proposition de l'amiral de la flotte, ministre de la défense nationale, secrétaire d'Etat à la guerre, par